

AKTUELL

ARCELOR-MITTAL

Dialogue assourdissant

Luc Caregari

Alors que le Luxembourg vient d'organiser la plus grande grève dans le secteur sidérurgique depuis belle lurette, le patronat se conforte dans son autisme communicatif en parlant de dialogue sans véritable volonté de s'intéresser aux conséquences de ses actes.



Ah, qu'elle est belle la solidarité! Ce mercredi dans tout le sud du pays, plus de 3.000 personnes se sont rassemblées pour protester contre la politique patronale d'Arcelor-Mittal. L'enjeu étant aussi bien ponctuel pour sauver d'une mort lente les usines de Schifflange et de Rodange, que de grande envergure en ce qui concerne le futur du maintien du secteur sidérurgique au Luxembourg. Car voilà, c'est bien d'un enjeu national dont il est question. La fabrication d'acier fait partie de l'identité luxembourgeoise plus que beaucoup d'autres choses. C'est par elle que le pays a su décoller à l'âge industriel, c'est par elle que des milliers d'étrangers sont venus enrichir notre pays. Finalement, sans elle on ne serait pas grand-chose. On peut même douter que le secteur financier luxembourgeois existerait sans l'essor préalable procuré par les usines d'acier.

Mais voilà que petit à petit, Arcelor-Mittal diminue le volume de sa production au Luxembourg. Un exercice certainement délicat, puisque le maintien de la sidérurgie locale a été une des conditions de la reprise d'Arcelor par Mittal en 2006. Et puis, on sait aussi l'importance que la population locale accorde toujours à cette industrie. Mais le problème est que ces manifestations ne semblent impressionner personne d'important, ni dans la politique - où certes certaines communes se sont solidarisées, à l'exception de la capitale où même les Verts se sont montrés frileux - ni dans le patronat. Comme le dit Nico Reuter, le vice-président des long-carbons en Europe dans un communiqué de réaction aux grèves: « ArcelorMittal reconnaît à ses employés le droit de manifester. Toutefois, la société estime que les grèves organisées sur différents sites en Europe demain sont contre-productives, compte tenu du climat économique actuel ». Et d'enfoncer le clou: même s'ils re-

grettent de « devoir » stopper des lignes de production, de fermer des sites entiers - en mettant à sec des régions déjà sinistrées comme la Wallonie et la Lorraine - cela serait surtout dû à la faiblesse de la zone euro en ce moment et à la crise en général. Entendez donc que si Arcelor-Mittal doit fermer des sites, c'est à cause de la surcapacité de sa branche européenne qui produit certes de l'acier de grande qualité mais qui reste difficile à écouler dans un marché qui traverse une crise.

Le hic est que, même si certaines de ses usines européennes sont dans le rouge, Arcelor-Mittal reste toujours bénéficiaire. Et que donc on ne peut pas vraiment parler d'une industrie en crise. Seulement d'une industrie qui ne remplit pas ses objectifs auto-imposés de croissance, ce qui est une différence énorme.

Le problème est de savoir maintenant ce que donneront les prochaines tripartites dans la sidérurgie. Les syndicats y vont avec un double ras-le-bol: d'un côté, ils se sentent méprisés par le patronat qui prône toujours un dialogue social qui reste pourtant inexistant, et de l'autre une classe politique qui - à l'instar du très business friendly (encore) ministre de l'économie, membre du conseil d'administration d'Arcelor-Mittal - s'est depuis longtemps rangée du côté patronal. Affaire à suivre donc, aussi au vu des derniers développements concernant les sites de Schifflange et de Rodange: l'arrêt de la production sur les deux sites sera maintenu jusqu'à la fin du premier semestre 2012, après quoi Arcelor-Mittal va « examiner si le niveau de la demande justifie un redémarrage des usines de Rodange et de Schifflange », comme le dit Nico Reuter. Gageons qu'ils trouveront encore de merveilleuses raisons de continuer à faire pourrir la situation.

SHORT NEWS

Ins Blaue bauen

„Die Gemeinden wollen stärker in den Wohnungsbau investieren“, freute sich Minister Marco Schank Anfang dieser Woche, als er Bilanz des „Pacte logement von 2008 zog, dem 103 Gemeinden beigetreten sind. Bisher wurden rund 77,2 Millionen Euro staatliche Finanzhilfen an die Gemeinden ausgeschüttet, wovon bereits 43,1 Millionen von 28 Gemeinden verwendet wurden, um Schulen, Maison relais, Kläranlagen u. ä. zu bauen. Ansonsten fällt die Bilanz eher mager aus: Keinen Impact hatte der Pakt bisher auf die hohen Wohnungspreise in Luxemburg. Nicht angesprochen wurde, inwiefern ökologische Standards in den Bauvorhaben tatsächlich berücksichtigt wurden. Auch das Problem der lokalen Wirtschaftsentwicklung blieb unerwähnt. Denn was nützen Wohnungen in Weiswampach, wenn es keine Arbeit in der Region gibt oder aufgrund schlechter Anbindungen des öffentlichen Transports, auf lange Autofahrten zurückgegriffen werden muß, um zur Arbeitsstelle zu gelangen?

Viel Rauch für die Staatskassen

Die Luxemburger Regierung scheint ihre widersprüchliche Haltung in Sachen Tabak auch weiterhin beibehalten zu wollen. Sie betreibt einerseits Gesundheitsprävention und gestaltet andererseits den Tabakabsatz durch niedrige Zigarettenpreise attraktiv - zumindest bis 2014, wenn Luxemburg die Preise erhöhen muss. Der Druck ist groß: Erst kürzlich geriet die Luxemburger Tabakpolitik unter Beschuss als der Präsident des französischen „Comité national contre le tabagisme“ Luxemburg als Dealer bezeichnete. Dagegen bewertete Luc Frieden in einem Interview eine Anhebung des Tabakpreises als wenig sinnvoll. Raucher würden dadurch nicht vom Rauchen abgehalten werden. Zudem bedeutete es enorme Einkommenseinbrüche für den Luxemburger Staat. Ein hoher Zigarettenpreis habe letztlich nur zur Folge, dass die Raucher - rund 85-90 Prozent seines Tabaks verkauft Luxemburg an Grenzgänger - sich ihre Zigaretten im Ausland besorgen. Und: „C'est comme pour l'essence: si elle devenait plus chère au Luxembourg, les gens continueraient à faire le plein. Mais moins chez nous“, so der Finanzminister.

Uni Luxemburg bekommt neuen Verwaltungschef

Alfred Funk heißt der Kandidat, der die Entscheidungsträger an der Uni Luxemburg überzeugen konnte. Ein Mann mit reichhaltiger Erfahrung im Hochschulmanagement, schreibt die Uni in ihrem Pressecommuniqué und erwähnt auch seine „excellente réputation parmi les chanceliers des universités allemandes“. Dieser gute Ruf unter deutschen Uni-Kanzlern reichte indessen an der Universität Hohenheim in Stuttgart, wo der 47-jährige Jurist seit 2004 den Posten des Kanzlers bekleidet, nicht aus, um dort eine zweite Amtsperiode anzutreten. Das nämlich hatte Alfred Funk vor, als er sich Oktober in Hohenheim zur Wiederwahl stellte. Kanzler, so erklärt die Uni Luxemburg in ihrem Communiqué, sei „le nom donné aux directeurs administratifs de hautes écoles chez nos voisins allemands“. Unerwähnt bleibt, dass Anwärtler auf diesen Posten ihren „Namen“ nur erhalten, wenn sie sich erfolgreich - jeweils für eine Amtsperiode von acht Jahren - zur Wahl gestellt haben. Am 10. Oktober wählte der Hohenheimer Universitätsrat, in dem sowohl Uni-Interne, also Studenten, wissenschaftliche Mitarbeiter und Professoren, als auch externe Vertreter aus Wirtschaft und Politik sitzen, einen neuen Kanzler. Alfred Funk scheiterte überraschend klar. Der Verwaltungschef erhielt keine einzige Stimme - die Mitglieder entschieden sich allesamt für die Gegenkandidatin. Sie wurde laut Pressemitteilung der Uni Hohenheim noch am selben Tag vom Senat, ebenfalls einstimmig gewählt. woxx-Informationen zufolge hatte zuvor auch der Rektor der Universität am Stuttgarter Stadtrand darauf verzichtet, eine Wahlempfehlung für seinen amtierenden Kanzler auszusprechen. Der frischgebackene Verwaltungsdirektor der Uni Luxemburg soll Anfang des Jahres seinen Posten auf Campus Limpertsberg antreten. Seine Amtszeit in Hohenheim läuft im April 2012 aus. Dort ist im Übrigen bislang in Kreisen der Verwaltungsangestellten nichts bekannt über das nun frühzeitige Ausscheiden des nicht wiedergewählten Kanzlers.